Coordination Nationale de Répression du Scientisme

États généraux de la servitude

Irresponsabilité et ignominie du milieu scientifique

suivi de

Totem et Tabous



États généraux de la servitude

Irresponsabilité et ignominie du milieu scientifique

suivi de

Totem et Tabous

Ce recueil de textes et de documents a pour objet d'exposer le point de vue de quelques opposants aux états généraux de la recherche, aboutissement du mouvement des chercheurs de l'année 2004. Il ne prétend pas rendre compte de la totalité des manifestations d'hostilité qui ont eu lieu pendant une semaine à l'encontre de ce jubilé de la domination techno-marchande. Les auteurs de cette brochure faisaient partie des indésirables qui se sont introduits dans le Centre Alpes Congrès à Grenoble pour y perturber la première journée des Assises nationales de la recherche, le 28 octobre 2004, et tenter d'y briser l'invraisemblable consensus qui avait entouré jusque-là le mot d'ordre « Sauvons la recherche ! ». S'ils se sont donné la peine d'écouter, sans se mettre à hurler, les horreurs proférées par le maire de Grenoble et les ministres présents à cette occasion, c'est qu'ils tenaient à faire savoir publiquement et bruyamment que les chercheurs ont des ennemis. Et ceux-ci, bien sûr, ne sont nullement à chercher au sein du pouvoir d'État ou du patronat, mais dans les fractions de la population qui n'ont pas perdu tout espoir de s'opposer de manière cohérente à la société marchande totale.

Le scientisme, stade suprême du citoyennisme

Depuis le début de la grande concertation des états généraux, des individus ou des groupes avaient pris la parole, sans (trop de) fracas, dans certaines assemblées ou réunions préparatoires pour poser la question du contenu de l'activité de recherche, passée sous silence par le mouvement. Ils avaient tenté de se faire entendre des chercheurs, notamment des groupes de précaires. Un texte intitulé *« Des crédits, pour quoi faire ? »*, émanant d'un mystérieux Comité de libération des intellectuels non gouvernementaux (C. L. I. N. G.) dont nous nous sentons proches, avait circulé au printemps. Il avait suscité au mieux l'irritation ouverte («je suis anarchiste, je sais ce que c'est que le sabotage ; et dire qu'il faut saboter les laboratoires de chimie, c'est intolérable ! » ; « les chercheurs n'ont pas à justifier leur utilité sociale »), au pire l'approbation indifférente et fausse de ceux qui se disent prêts à tout écouter sans rien changer à leur position (« Oui, bien sûr, on a pensé à tout ça. Il y a d'ailleurs des commissions qui planchent spécifiquement sur la redéfinition des rapports entre science et société. Mais bon, battons-nous d'abord pour que tout le monde ait un emploi stable, et ensuite on pourra mieux y réfléchir… »).

Ces quelques prises de contact avec le mouvement nous en ont convaincus et le déroulement des états généraux nous l'a confirmé : en guise de mouvement nous assistions à une stérilisation préventive de la question sociale, c'est-à-dire, dans ce cas, à la limitation des enjeux à la question du statut. Les états généraux de 1982, comme l'a remarqué Bonneuil[1] avec une certaine pertinence (qu'il saura éventuellement monnayer à l'avenir), ont constitué à cet égard un précédent. Il était patent que le prétendu bras de fer entre gouvernement et « chercheurs en colère » s'apparentait plutôt à la controverse entre Hayek et son grand ami Keynes dans les années trente, autour d'une question qui les tourmentait : comment sauver le capitalisme de la ruine. L'État sarkozyste jouait le rôle du capitaliste primaire, « libéral », très regardant sur les coûts de production. Les chercheurs, eux, repré-

1. *Cf. infra*, « La lucidité intéressée de Christophe Bonneuil ».

sentaient un capitalisme plus subtil : « Nous ne sommes pas qu'un coût ! nous sommes une force productive à rendements croissants, nous contribuons plus que quiconque à la croissance et à la compétitivité de notre pays.[2] »

La « Commune » de Grenoble

Les Assises nationale de la recherche étaient prévues à Grenoble, seule ville de province à avoir connu des manifestations de chercheurs. Cette « ville-laboratoire », est le symbole de la « synergie », pour utiliser un terme gestionnaire, des pouvoirs scientifique, politique et industriel. Le maire PS, Michel Destot, est un ancien chercheur du CEA (Commissariat à l'énergie atomique). La proportion de cadres et autres « professions intellectuelles supérieures » y est anormalement élevée… tout comme les prix de l'immobilier, la pollution, et le vote écolo. Grenoble la moderne nous offre un parfait exemple de ce que le développement capitaliste ne devient nullement moins polluant à mesure qu'il se « perfectionne » : entre l'exigence abstraite d'accumulation de valeur et les buts humains concrets, comme la réalisation de soi dans la production de ses conditions de vie, ou la conservation d'un monde humain pour notre descendance, la contradiction ne fait que se creuser. Croire au « développement durable », à la possibilité d'économiser de l'énergie grâce aux « progrès » de la technoscience, relève de la plus crasse superstition progressiste (tertiaire=virtuel=propre / industriel= charbon=sale). Les nanotechnologies sont là pour prouver l'inverse, elles qui demandent des quantités d'eau astronomiques ; quant aux embouteillages, ils ne font que croître et embellir, dans Grenoble et tout autour, puisque les salariés de l'économie de services fuient le centre-ville dès leur triste besogne achevée, pour se réfugier chez eux en banlieue le soir, ou pour aller passer le week-end sur les pistes de Chamrousse, où l'air est encore réputé respirable.

2. *« Croire que l'on peut limiter la recherche à quelques axes prioritaires pour la société, c'est entrer dans une logique de sous-développement… Les retombées utiles et rentables viennent certes de la recherche appliquée, mais celle-ci ne peut exister qu'en utilisant les nouveaux outils et les concepts inventés par la recherche fondamentale et comme l'objectif de cette dernière est le développement des connaissances, indépendamment de toute rentabilité escomptée, elle ne peut être soutenue, pour l'essentiel, que par des financements publics. »* Extrait de la pétition *« Sauvons la recherche ! »* Imparable ! Certains ne doutent vraiment de rien…

Quant au vote Verts (Grenoble est la troisième ville « Verte » de France, après Paris et Rennes), il ne peut s'interpréter, dans ce contexte de surenchère techno-marchande et militaire, que comme la défaite du mouvement de critique des nuisances environnementales et de la non-vie qui les produit. C'est ainsi que les Verts sont apparus comme une force politique à Grenoble en 1977 après l'échec de l'opposition au surgénérateur nucléaire Superphénix. Ils n'y ont jamais apporté la moindre compensation à la précarisation de la vie qu'appelle la bonne marche de l'économie. Là-bas comme partout ailleurs, ils jouent un rôle de premier plan dans l'ancrage de la société industrielle, en tant que représentation du désir de protection de la vie et en tant que satisfaction aliénée de ce désir par la réglementation. Grenoble représente un certain modèle de société, résultat visible du programme de la gauche moderne de Pierre Mendès-France[3]. Les chercheurs y sont comme des poissons dans l'eau d'un lac artificiel. En y tenant la plénière de leurs états généraux, ils ont montré à qui voudrait bien le voir quel genre de monde ils souhaitent léguer à l'humanité : un monde cher, pollué, de gauche, plein d'écoles de management, de bagnoles et d'usines Seveso à chaque coin de rue.

Voilà pour le décor.

Que faire ?

Dès lors, en septembre, différents collectifs ont commencé à préparer sérieusement une démonstration d'hostilité envers ce mouvement si fier de sa popularité, à l'occasion de la grand-messe prévue fin octobre. Ils ont mis du temps à se trouver, et les premiers contacts, entre des personnes et des groupes qui, souvent, ne se connaissaient pas avant cette intervention commune, ne furent pas toujours d'une grande clarté. Les réunions des semaines précédentes, à Grenoble et à Paris notamment, n'avaient pas été très concluantes. On arrivait rarement à comprendre qui voulait participer et sur quelle base exactement.

3. L'histoire de l'industrialisation de la ville sous ces aspects géographiques, politiques, urbanistiques, etc. est étudiée par la carte dressée à l'occasion des états généraux par l'Université Tangente.

Deux textes d'un antispéciste gratiné, Yves Bonnardel, contribuèrent notamment à semer la confusion et le découragement. Il était même question que l'un d'entre eux, intitulé *«En finir avec l'idée de nature»*, figurât dans la brochure *Objecteurs de conScience face aux états généraux de la recherche*, qui devait exprimer l'opposition à «Sauvons la recherche!»[4]...

L'introduction à la version finale d'Objecteurs de conScience met en avant la *«diversité d'analyse, [...] qui est une richesse face à la pensée pauvre que nous combattons.»* Certes. La mise à l'écart du texte de Bonnardel est tout de même une illustration des limites qu'il faut savoir poser à cette diversité. Précisons bien qu'il ne s'agit pas de chercher à tout prix à être copains comme cochons, ni de fixer collectivement et une fois pour toute telle grille d'analyse ou tel mode d'action. Au contraire, il faut assumer et clarifier les différences (et les convergences) de points de vue tant qu'on le peut, même s'il reste des zones d'ombre, sans quoi on ne fait que singer une alliance qui n'existe que dans les intentions, et qui finalement se trouve confrontée à des obstacles insurmontables parce que niés. C'est un caractère de notre époque que de rechercher à tout prix un faux consensus (où toutes les opinions se valent, c'est-à-dire qu'elles ne méritent pas d'être discutées) et de refouler les difficultés de la pensée et de l'action collectives. Celles-ci ont un coût : des discussions longues, souvent laborieuses, puisque nous sommes déshabitués à communiquer nos idées directement. Faire semblant d'oublier ces difficultés, c'est s'exposer à la stupeur et à la paralysie, au moment où elles apparaissent. C'est aussi se priver de l'apprentissage qui permet de les résoudre, pour pouvoir alors agir vite et avec un minimum de pertinence.

4. Voici un extrait de l'autre texte de ce Bonnardel, qui donne une idée de la confusion de sa pensée :

> «[...] une des conséquences intéressantes des biotechnologies serait d'ailleurs la disparition de la frontière d'espèce, qui reste aujourd'hui encore vécue comme un fossé qui séparerait des êtres d'essence différente. Cette conception naturaliste de l'espèce censée représenter l'essence des individus animaux, qui n'est pas plus soutenable que la notion naturaliste de race, aura de moins en moins de sens du fait des biotechnologies, lorsque des animaux vivront avec des organes provenant d'autres espèces, mangeront des chairs issues notamment de gènes "humains" (d'origine humaine) recombinés, etc. Lorsque les humains eux aussi se feront greffer des cœurs de cochon ou de singe, etc. Cela me semble une conséquence positive probable, en ce qu'elle sapera le plus profondément ancré des fondements idéologiques du spécisme, mais cette raison ne suffit pas à avaliser le sort réservé aux animaux victimes, ni non plus de prendre le risque de catastrophes de grande ampleur.»

Certains des auteurs de cette brochure ont tout de même décidé de se rendre à Grenoble, en pariant au mieux sur la possibilité d'une contestation qui puisse produire du sens. Nous avons formulé clairement nos motivations en rédigeant deux textes complémentaires, le tract «États généraux de la servitude» et un huit-pages plus détaillé, *Totem et Tabous*, qui relie explicitement le mouvement des chercheurs aux autres mouvements citoyens, en s'efforçant d'en démolir les idoles et d'en soulever les non-dits. Nous sommes partis avec cette littérature, et la certitude que le moment le plus important de la semaine serait la plénière des états généraux, le jeudi et le vendredi.

La Coordination nationale de répression du scientisme

La perturbation des états généraux s'est déroulée en plusieurs temps : l'intervention au colloque «Regards sur les technosciences» sur le campus de Grenoble le mercredi matin ; «l'accueil» des participants aux Assises à la gare, l'après-midi du même jour ; le sabotage des Assises le jeudi matin ; la présence au débat «Quelles relations entre les chercheurs scientifiques et la société ?», organisé par les Verts, la fondation Sciences citoyennes et la FSU, le jeudi en fin d'après-midi ; et enfin «l'attaque chinoise», à la sortie du cocktail offert par la ville aux chercheurs, le jeudi soir.

Mardi et mercredi soir, la question du mode d'intervention aux états généraux a été discutée. Le tract «États généraux de la servitude» fut accepté à l'unanimité. Il fut également décidé du moment de la distribution du tract. Tout le monde étant d'accord pour intervenir le jeudi matin, afin de marquer les deux jours de «débats», deux options étaient envisageables : avant ou après la pause petit déjeuner de 10 heures.

C'est la deuxième option qui fut retenue, pour deux raisons. La première est que le ministre de la Domestication nationale, M. Fion, et le secrétaire d'État à la Recherchindustrie, M. DaubeAir, intervenaient auparavant, précédés du maire et du préfet. Il fallait s'attendre, jusqu'à 10 heures, à un important dispositif de sécurité, avec le risque de se faire expulser en trente secondes, montre à cristaux liquides en main. D'autre part, la rumeur courait qu'une contestation citoyenne et

syndicaliste des ministres était en préparation. Il fallait éviter d'être confondus avec elle, pour bien montrer que c'étaient avant tout les chercheurs que nous voulions mettre en cause ce jour-là. Nous avons donc dû prendre notre mal en patience, et nous donner la peine d'écouter les odes étatiques à la technoscience, nous contentant de quelques salves d'applaudissement ironiques lors des passages les plus guerriers (sur la nécessité de repousser les assauts chinois et indien, notamment).

C'est donc après la pause petit déjeuner que nous nous apprêtâmes à intervenir. Doublement écœurés – par les discours à vomir debout des fonctionnaires du désastre et par le petit déjeuner en question, à base de viennoiseries à la graisse hydrogénée et de jus d'orange déconcentré –, les contestataires étaient dispersés aux quatre coins de la salle. Les chercheurs, qui se croyaient enfin seuls après le départ des ministres, semblaient galvanisés (effet café lyophilisé ou vrai corporatisme ?), et fermement décidés à s'autocongratuler.

À la reprise, c'est aux cris de *« allez Henri ! »* que Henri Audier monta sur le podium. Las, les chercheurs eurent à peine le temps d'applaudir les premières réparties de « papy stal ». Le discours de l'auguste syndicaliste fut interrompu à peine commencé, au beau milieu d'un éloge lyrique de l'État gaullien et de ses exploits scientifiques (le CEA, l'Inra, etc.). Nostalgie, quand tu nous tiens... Notre slogan « Ordre... Progrès... Croissance... Rentabilité », et la distribution du tract qui s'ensuivit, interrompirent pour de bon le déroulement du grand show rôdé à l'avance, sur fond de tissu bleu et d'arbres en plastique pour la télé, avec gestes appris dans les agences de communication politique et murmures de désapprobation polie dans la salle.

Alain Trautmann, chef de file de « Sauvons la recherche ! », bafoué dans son honneur d'arriviste à la petite semaine, surgit de derrière son ordinateur portable et bondit vers la tribune. Pendant ce temps, les tracts volaient, les agitateurs donnaient dans le sifflet et la boule puante, les chercheurs oubliaient un court instant leur rationalisme bienveillant et semblaient investis d'une fureur intolérante. Certains allèrent jusqu'à mettre en pièces les textes gracieusement distribués. Puis, ils firent corps dans une fureur mystique et crièrent à l'unisson : *« De-hors ! De-hors ! »*

Conformément au principe de la division du travail, les créateurs de concepts restèrent bien engoncés dans leurs sièges, tandis que les services de sécurité d'Alpes Congrès et de la CGT se chargeaient de nous mettre à la porte. Les agents de sécurité privés, très professionnels et dépourvus de toute animosité, faisaient preuve d'une douceur quasi-angélique, alors que, de leur côté, les gros bras de la «cégette» voulaient manifestement en découdre. Irréductibles staliniens, qui ne se font pas prier pour retourner aux bonnes vieilles méthodes. Nous fûmes ainsi évacués sans trop de dégâts, tous sauf trois. Un de ceux-là fut traîné de force à la tribune et, sommé par Trautmann de s'y exprimer, il lut donc le tract. Montrant les qualités attendues d'un leader national-démocratique, Trautmann exposa à son tour son désaccord à notre ami : il l'insulta à l'oreille pendant qu'il parlait. Puis les trois personnes restantes quittèrent la scène bleu schtroumpf ; le spectacle pouvait reprendre. Il ne nous restait plus qu'à méditer sur les interpellations des chercheurs, piqués au vif : *«Vous tuez des arbres !»* (à propos des tracts) ; *«Fascistes !»* (classique ; LE tube citoyenniste) ; *«Allez voter Bush !»* (c'était une semaine avant sa réélection) ; *«Donne-moi tes lunettes ! Tu les dois à la science»,* etc.

L'intervention aux états généraux s'est révélée la plus importante. La veille, au colloque *«Regards sur les technosciences»* des tracts visant la contribution de la philosophie universitaire à l'acceptation du désastre furent distribués mais ce colloque n'était pas directement associé aux Assises : il avait été organisé indépendamment des états généraux. Quant aux mises en scène à la gare lors de l'arrivée des chercheurs, elles n'ont provoqué qu'un malaise contenu. En effet, aucun d'entre eux n'a semblé choqué à la vue d'un jeune homme en blouse blanche affalé contre un mur, avec un bout de carton demandant «un euro pour le nucléaire». Aucun n'est sorti de ses gonds en se voyant reniflé par un étudiant en blouse blanche et à quatre pattes, tenu en laisse par un patron à cigare qui l'encourageait : *«Cherche ! Cherche !»*

La rencontre sur le thème «Quelles relations entre les chercheurs scientifiques et la société ?», organisée par les Verts, la fondation Sciences Citoyennes et la FSU, le jeudi soir, avait peu de portée. Très peu de monde y participait, à tel point que nous (vingt-cinq person-

nes) étions majoritaires dans la salle. Cette configuration imprévue provoqua un changement de stratégie : des textes, des cartes et des brochures furent bien distribués aux participants, mais nous ne prîmes pas la parole (devait être lu un réquisitoire contre l'action politique des Verts dans la région). L'ambiance était un peu tendue, car les personnes présentes nous avaient reconnus et semblaient redouter un autre esclandre, après celui de la matinée. Le modérateur, non sans appréhension, inaugura la réunion d'un *« Bonsoir, merci d'être venus si nombreux... »,* moment que nous choisîmes pour quitter brusquement la salle, ce qui laissa aux présents une grande impression de vide : *« Ah, vous n'avez plus rien à dire ? »*

Enfin, le jeudi soir, une échauffourée a eu lieu à la sortie du cocktail offert par la mairie. Celle-ci fut brève et les circonstances qui l'entourent restent obscures. Le traité suivant est la seule pièce qui permette d'éclairer un tant soit peu cet ultime épisode :

> **Traité de l'attaque chinoise^{tm}**
> Prendre une bouteille de sauce piquante rouge, de celles que l'on
> schproute-schproute sur les raviolis à la vapeur micro-ondés.
> La remplir selon les proportions suivantes : 1/5e de sauce, 4/5e d'eau
> des canalisations. Projeter le liquide en décrivant un arc de cercle.
> Pour cela, plier le bras en tenant la bouteille derrière la tête, puis
> déplier brusquement jusqu'à extension complète du coude,
> en s'arrêtant à mi-hauteur, en direction du fonctionnaire du désastre.
> Pour décupler la violence de l'attaque, l'accompagner de quolibets
> (*« crevure scientiste »* marche assez bien).

À Grenoble, des postures variées à l'égard des « chercheurs en colère » ont été adoptées : ils ont été tournés en ridicule (à la gare), nous avons craché dans leur soupe sacrée (aux Assises nationales), ils ont été provoqués (l'attaque chinoise), nous les avons humiliés (à la rencontre organisée par les Verts, la fondation Sciences citoyennes et la FSU). Avec tout cela, beaucoup font encore comme s'ils n'avaient pas bien compris.

Épilogue

Il paraît que des « rigolos » ont effectivement un peu perturbé les états généraux. Mais ils auraient été incapables d'exprimer leur point de vue distinctement, comme on leur en donnait démocratiquement l'occasion. Fendons-nous donc d'une ultime mise au point. Il n'était nullement question de discuter avec les participants de cette bouffonnerie iséroise, notre tract et notre mode d'intervention ne laissaient aucune équivoque à ce sujet. Mais le chercheur d'État, après une longue carrière faite de petites humiliations, d'hypocrisies et de fourberies, a fini par intégrer la haine et le mépris comme mode de relation normal entre les individus. Quand on lui balance un tract à la figure où il est dit qu'on lui crache dessus, il pense tout naturellement qu'on est venu pour ouvrir le dialogue.

Nous étions venus dénoncer l'aspect mystificateur de ce que nous pensons de manière catégorique être une « manœuvre d'État déguisée en mouvement social », ce qui signifie que, depuis la pétition de mars jusqu'aux états généraux d'octobre, rien n'a été dit et rien n'a été fait qui s'opposât à la logique bureaucratique et à la surenchère technologique. Sur ce point, notre message a été on ne peut plus clair. Les états généraux de 2004 n'ont rien été d'autre qu'une négociation autour d'un objectif commun à tous les acteurs : la modernisation du travail de chercheur. Que l'évaluation, la concurrence internationale et la concentration des laboratoires aient été parmi les questions les plus discutées ne trompe pas. Plus généralement, l'attitude adoptée par les chercheurs, qui, tout en étant de gauche, se sont montrés incapables de faire simplement semblant de formuler un discours critique, recoupe peut-être une évolution globale du parti progressiste, qui se raidit lors des « mouvements », contraint qu'il est de défendre à tout prix l'État et la croissance économique.

Illustration de cette tendance, le texte pathétique intitulé *Les Oubliés de la recherche*[5] (*Libération* du 17 novembre 2004), qui ne

5. Disponible sur www.libertaire.free.fr, « site consacré à l'idée libertaire ». Parmi les premiers signataires du texte : Chercheurs précaires, Collectif des jeunes chercheurs contre la précarité (JCCP), Collectif des non-titulaires de l'Education nationale, Sud Étudiant.

dit rien sur la place de la science dans nos sociétés modernes, mais qui en revanche fait le constat d'une *« recherche publique massacrée par plus d'une dizaine d'années de budgets catastrophiques et d'incurie gouvernementale »*, menace : *« Quel que soit l'avenir du texte final des états généraux, une question plus grave encore est de savoir combien de temps la recherche en particulier, mais plus généralement l'ensemble de notre société, pourra survivre en perpétuant une précarité d'une telle ampleur »*, et prend des pauses guerrières pour annoncer : *« L'histoire a montré que, souvent, lorsque les jeunes générations n'ont plus rien à perdre, un climat de chahut insurrectionnel* (sic) *s'installe »*.

On ne s'étonnera pas complètement qu'une opposition sociale au progrès technologique ne vienne pas de la part de ceux qui ont participé activement à ce progrès-là. Par contre, l'incapacité des chercheurs à produire une minorité qui porte un discours critique influent est le signe indéfectible d'un milieu *décadent*. On peut mesurer cette décadence à la crétinerie hallucinée de son leader, le vieux Beaulieu, dont les paroles suivantes (les remerciements après son discours solennel à l'Académie) donnent un minuscule aperçu :

> « J'ai recueilli avec profit les opinions et les travaux de Henri Atlan, Élisabeth et Robert Badinter, Jean Bernard, Tony Blair, Jean-Pierre Dupuy, Francis Fukuyama, Philippe Kourilsky, Dominique Lecourt, Dominique Meyer, Max Perutz, Ernest-Antoine Seillière, Guy Sorman, Alain Toffler. »

Ce que nous attendons aujourd'hui des chercheurs, c'est qu'ils se mettent pour une durée indéterminée en congés maladie, qu'ils restent couchés chez eux, qu'ils s'efforcent, allongés dans leur lit, de penser à la mort, qu'ils lisent un peu de poésie. Qu'ils réfléchissent par exemple pendant quelques heures à cette sentence de Rimbaud : *«* "Rien n'est vanité ; à la science, et en avant !", *s'écrie l'Ecclésiaste moderne, c'est-à-dire* Tout le monde. *»*

Ensuite, ils pourront essayer de nous répondre, de justifier leur activité et leur contribution au monde actuel. Notons d'ores et déjà que la plupart des personnes qui ressemblent plus ou moins à des

chercheurs et avec lesquelles nous avons l'occasion de discuter ont le plus grand mal à tenir la position d'avocat du diable. Les éventuelles réactions d'indignation devant la «violence» et le «caractère» déplacé de nos accusations font très vite place, dès qu'il est possible d'échanger des arguments, à un acquiescement gêné et angoissé : *«Mais alors, ce que vous voulez c'est qu'on arrête de travailler ?»*. Éclair de lucidité, souvent suivi d'un retour rapide à la déraison : *«Vous avez sans doute raison. Mais il est déjà trop tard.»*

Quelques membres de la
Coordination Nationale de Répression du Scientisme,
Hiver 2004-2005

États généraux de la servitude

Irresponsabilité et ignominie du milieu scientifique

Toute l'audace du mouvement citoyen des chercheurs aura été
de demander que tout continue.

Tout le courage des chercheurs n'aura finalement consisté
qu'à demander la prorogation d'un statut protecteur.

Il leur a suffi d'invoquer l'État et le service public pour que
s'évanouisse la moindre velléité critique.

Ils ont identifié leurs intérêts à ceux de l'État.

Leur aveuglement volontaire sert à occulter les résultats visibles
de leurs actes.

Ils ont tout fait pour éviter de faire un bilan de leur activité.

Ils n'ont jamais parlé de la ruine de l'environnement
et de ses effets pathogènes sur la vie.

Ils n'ont jamais mentionné l'artificialisation de la vie, fatalement
devenue le centre du métier de chercheur.

Ils ont masqué le rôle de leurs découvertes dans le développement
du contrôle social.

L'ampleur de la domestication est telle qu'ils ont pu présenter
cette image pacifiée sans anicroche.

Ils sont pourtant à la pointe du projet de domination totalitaire
de l'économie sur la vie.

À rebours des États généraux de 1789, ils ont demandé
le maintien d'une organisation semi-féodale.

Leur refus d'aborder les sujets en suspens montre qu'ils ont choisi
leur camp : celui de l'État et de l'industrie. En serviteurs loyaux,
ils s'emploient à renforcer la domination et notre dépendance
à son égard.

Nous pensons que la *recherche* de la liberté et de l'autonomie
est la seule qui soit digne de ce nom.

Nous crachons sur cette kermesse consensuelle qui prépare
une nouvelle étape dans la soumission.

Grenoble, octobre 2004

Coordination Nationale de Répression du Scientisme

C/o ACNM, (Association contre le nucléaire et son monde)
B.P. 178, 75967 Paris, Cedex 20

Totem et tabous
ou
Qui veut sauver la recherche ?

«Les "vérités" de la conception scientifique moderne du monde, bien que démontrables en formules mathématiques et susceptibles de preuves technologiques, ne se prêtent plus à une expression normale dans le langage et la pensée. Lorsque ces "vérités" peuvent s'exprimer en concepts cohérents, on obtient des énoncés "moins absurdes peut-être que cercle triangulaire, mais beaucoup plus que lion ailé" (Erwin Schrödinger). Nous ne savons pas encore si cette situation est définitive. Mais il se pourrait, créatures terrestres qui avons commencé d'agir en habitants de l'univers, que nous ne soyons plus jamais capables de comprendre, c'est-à-dire de penser et d'exprimer, les choses que nous sommes cependant capables de faire. En ce cas, tout se passerait comme si notre cerveau, qui constitue la condition matérielle, physique, de nos pensées, ne pouvait plus suivre ce que nous faisons, de sorte que désormais nous aurions vraiment besoin de machines pour penser et parler à notre place. S'il s'avérait que le savoir (au sens moderne de savoir-faire) et la pensée se sont séparés pour de bon, nous serions bien alors les jouets et les esclaves non pas tant de nos machines que de nos connaissances pratiques, créatures écervelées à la merci de tous les engins techniquement possibles, si meurtriers soient-ils. (...) S'il est bon, peut-être, de se méfier du jugement politique des savants en tant que savants, ce n'est pas principalement en raison de leur manque de "caractère" (pour n'avoir pas refusé de fabriquer les armes atomiques), ni de leur naïveté (pour n'avoir pas compris qu'une fois ces armes inventées ils seraient les derniers consultés sur leur emploi), c'est en raison précisément de ce fait qu'ils se meuvent dans un monde où le langage a perdu son pouvoir.»

Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, prologue, 1958.

« À mesure que notre connaissance des segments et fragments isolables se fait raffinée et microscopique à l'infini, notre faculté de relier les parties entre elles, et de les concentrer en activités rationnelles, continue à disparaître. Jusque dans le domaine le plus restreint de la connaissance, disons les maladies virales dans les voies gastro-intestinales des vers de terre âgés, il est difficile au plus consciencieux érudit de garder la tête hors de l'eau. Afin de faire face au raz-de-marée de la rapide acquisition des connaissances, (...) les tenants de la production en série de la connaissance ont créé cent journaux consacrés seulement à des extraits de presse ; et maintenant, l'on a proposé de publier d'autres extraits de ces extraits. Au stade ultime de cette solution particulière, tout ce qui subsistera de l'article scientifique ou érudit d'origine sera un petit bruit vague, au plus un titre et une date, pour indiquer que quelque part, quelqu'un a fait quelque chose, et Dieu sait pourquoi. (...) Il n'y a de cela qu'une génération, il existait encore au sein de l'éducation supérieure une large marge pour l'activité libre et la pensée indépendante. Mais aujourd'hui, la plupart de nos plus grandes institutions académiques sont aussi complètement automatisées qu'une usine de laminage de l'acier ou qu'un réseau téléphonique : la production en série d'articles d'érudition, de découvertes, d'inventions, de brevets, d'étudiants, de docteurs en philosophie, de professeurs et de publicité, surtout de publicité !, se poursuit à un taux comparable ; et seuls ceux qui s'identifient avec les buts du système de puissance, pour absurdes qu'ils soient sur le plan humain, sont en ligne pour la promotion, les fortes aides à la recherche, le pouvoir politique et les récompenses financières alloués à ceux qui "marchent avec le système". »

Lewis Mumford, *Le Mythe de la machine*, chapitre 7
(« la production en série et l'automation humaine »), 1967.

Toute action collective a son lot de confusion, de contradictions, de non-dits, qui sont parfois la condition de son émergence. Tout mouvement social a ses failles et ses limites, et il y a tant à redire quant à ceux qui émaillent l'actualité depuis une dizaine d'années. Mais avec « Sauvons la recherche ! », il faut dire haut et fort que l'opposition au néo-libéralisme a touché le fond. Après les grèves de décembre 1995, le mouvement des chômeurs de 1997-1998, les luttes contre la libéralisation de l'éducation et des autres services publics, et l'agitation du printemps 2003 contre la réforme des retraites, un cap est franchi : la contestation de la logique de privatisation-dérégulation et de la rigueur budgétaire peut devenir franchement nuisible et catastrophique.

Toute l'audace du mouvement citoyen des chercheurs aura été de demander que tout continue, en pire. Manifestations et réunions des états généraux n'ont été qu'une longue cérémonie d'adoration du totem de la Science et du Progrès. Le léger trouble qui était apparu ces dernières années dans les milieux scientifiques, suite aux destructions d'OGM notamment, a été refoulé par la revendication unanime de crédits plus abondants et de statuts plus sécurisants. Même les « jeunes précaires », qui se voient comme l'aile gauche du mouvement, ont soigneusement évité d'étendre les revendications d'ordre matériel à l'ensemble de l'existence et des conditions de vie. Les thésards et autres post-docs prolétarisés ont choisi l'aveuglement collectif, et l'union sacrée avec les vedettes médiatiques de la recherche française. Ils n'ont pas voulu admettre que la dénonciation des situations et des traitements dégradants n'a de sens que si l'on s'interroge sur le sens des activités de chacun. Interrogation il est vrai douloureuse, tant les responsabilités de la technoscience sont écrasantes dans la situation présente de toute-puissance du complexe industrialo-marchand et d'apathie des populations, résignées comme jamais peut-être. Et tant la recherche, dans son ensemble, a partie liée avec le développement capitaliste. Tout cela est resté tabou.

Au moins les technocrates américains de la National Science Foundation ont-ils le mérite, eux, de ne rien cacher :

> « Les exemples de retombées [en NBIC : Nanotechs-Biotechs-Information-Cognition] incluront l'amélioration de l'efficacité dans le

travail et l'apprentissage, l'augmentation des capacités sensorielles et cognitives des individus, [...] des techniques nettement plus efficaces de communication incluant l'interaction cerveaux-cerveaux, un perfectionnement des interfaces homme-machine incluant de l'ingénierie neuromorphique, un renforcement des capacités humaines pour l'armée, un développement soutenable grâce aux outils NBIC, et une amélioration du déclin physique et cognitif qui est usuel à l'âge avancé. » (*Converging Technologies for Improving Human Performance*, juin 2002)

Ordre, progrès et rentabilité, le programme est clair, et l'auguste Comte passerait aisément pour un anarchiste traditionaliste auprès de ces prêtres post-modernes de la performance. Les promesses de l'économie et de la technoscience finissent ainsi par converger vers un seul et même projet de contrôle total des sociétés et d'artificialisation de la vie, illustrant leur parenté profonde et ancienne.

Depuis deux siècles, le capitalisme industriel s'étend en se saisissant de toutes les activités que les hommes accomplissaient auparavant de manière autonome. À côté de ces ersatz de travail pré-industriel, il invente de nouvelles sortes d'activités, qui découlent du remodelage de la vie sociale par sa dynamique. En premier lieu, il crée une infinité de tâches et de marchandises destinées à gérer ou pallier les nuisances induites par la grande industrie : gestion des risques, des déchets, rentabilisation des surplus de la production de masse, encadrement social et psychologique des salariés-consommateurs (y compris par les « loisirs »), etc. Dans ce processus, la technoscience est une puissance de dépossession complémentaire au capital, et isomorphe à celui-ci : la recherche a essentiellement le même rapport que l'industrie aux activités humaines traditionnelles, en plus d'appuyer de manière décisive leur soumission à la logique de rentabilité.

Au lieu d'éclairer modestement, sous son jour partiel, les phénomènes physiques, chimiques et vitaux, dans lesquels l'existence humaine et sociale était autrefois directement inscrite, la technoscience s'est érigée en seule interprète raisonnable, et même possible, de ce cadre naturel. Elle a constitué en modèle son rapport séparé et utilitaire à la nature. Elle a délégitimé et combattu tous les savoirs pratiques issus d'un rapport direct

à la matière, aux plantes, aux animaux. Certes, ce rapport avait toujours été en partie instrumental, dans une optique de domestication des conditions de vie et des autres espèces ; mais il est évident qu'emmener des moutons paître au paturâge dans les campagnes d'avant-guerre était une activité fondamentalement et anthropologiquement différente de l'élevage de porcs hors sol ou de poulets en batterie, qui permet aux chimistes, aux sociologues et à tous les autres prolétaires de l'économie de services hyperindustrielle de manger des sandwiches répugnants à pas cher, le midi, à la cafétéria.

La science est donc le fer de lance de l'expropriation des individus et des sociétés locales par les bureaucraties marchandes et étatiques. Elle bouleverse le monde concret des hommes par ses inventions et, de même que les dégâts du capital ouvrent toujours de nouveaux marchés, elle s'ouvre constamment de nouveaux champs d'investigation et d'expérimentation, dans une spirale plus ou moins infinie et à coup sûr immaîtrisable. Ce qui entérine le rôle des chercheurs, dont l'expertise devient de fait indispensable à cette société-là. Et tous les petits soldats de la grande « Communauté du savoir » de se réjouir de cette fuite en avant, au nom de l'insatiable « curiosité humaine », de la « soif de connaissance », et autres pulsions de mort mal travesties qui finissent par nous faire nous demander au nom de quoi il était si nécessaire de sortir de la religion, puisque le programme est si proche : aliénation, bureaucratie, et menace d'apocalypse si l'on n'obéit pas. (D'ailleurs, cela tombe bien, la religion revient en contrepoint du nihilisme technoscientifique).

> « Il faudra que certains aient le courage d'intervenir sur la lignée germinale sans être sûrs du résultat. De plus, et personne n'ose le dire, si nous pouvions créer des êtres humains meilleurs grâce à l'addition de gènes (provenant de plantes ou d'animaux), pourquoi s'en priver ? Quel est le problème ? »

(James Watson, codécouvreur avec Francis Crick
de la structure de l'ADN, prix Nobel de biologie en 1962)[1].

1. En 1936 déjà, on pouvait lire dans l'*Introduction à la génétique* de Cuénot et Rostand : *« Devant cet envahissement, ce pullulement de mauvais gènes, comment ne songerait-on pas à garantir, à assainir le matériel héréditaire de l'espèce, et se défendrait-on d'imaginer tout ce que gagnerait l'humanité à un contrôle légal de la procréation, exercé par un conseil d'experts ? »* (Centre de documentation universitaire, Paris, Tournier et Constant). Sur les dérives eugénistes répétées de la biologie, voir *La Société pure*, d'André Pichot, historien des sciences au CNRS.

Le délire scientiste qui impulse les grandes « découvertes » récentes, et autres « innovations porteuses », ne peut échapper à personne, tant il prolifère sur les ondes, sur les écrans ou dans les colonnes des journaux. Pas plus que la lâcheté de la majorité des chercheurs en sciences humaines qui, au nom de la neutralité axiologique, éludent la réalité sociale dans leurs travaux, et font tout pour en noyer le sens politique dramatique. Les jeunes doctorants, et autres apprentis-savants, sont les derniers à pouvoir feindre d'ignorer tout cela : en défilant derrière des nucléaristes, des économistes ou des promoteurs du tout-génétique, en participant à des états généraux parrainés par l'Académie des sciences qui nie farouchement la nocivité de l'amiante, des OGM et des radiations de Tchernobyl, ils se portent caution. La précarité des statuts, les mauvaises conditions de travail et les rémunérations indécentes en regard des efforts consentis pendant les études : rien ne peut justifier de mêler sa voix à celle des grands pontes de la « Big Science ». Dire avec eux « Sauvons la recherche ! » est purement et simplement scandaleux, quand on examine un instant sa fonction dans la société actuelle.

La science moderne a toujours été une entreprise politique, parfois pour le meilleur et souvent pour le pire. « Il paraît remarquable que les hommes de science, dès le début, aient jugé nécessaire de s'organiser en société et le fait que l'œuvre accomplie au sein de la Royal Society fut d'une importance infiniment supérieure à tout ce qui se fit en dehors d'elle démontra à quel point ils avaient raison. Une organisation, qu'elle groupe des politiciens ou des savants ennemis de la politique, est toujours une institution politique. »[2] Ensuite, indissociable de l'émergence du capitalisme industriel, elle est rapidement devenue une force productive à part entière, une arme décisive dans le développement d'un appareil de production échappant à tout projet d'appropriation collective : on ne peut pas autogérer une usine semi-automatisée produisant des quantités astronomiques de corned-beef ou de plastique, ni une compagnie aérienne ou une centrale nucléaire. Le « progrès » technologique et la fascination qu'il exerce ont lourdement contribué à rendre une société plus juste et plus libre si difficile à imaginer.

2. Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, p. 342 (éd. Agora).

Combien ont renoncé à leurs idéaux de jeunesse par dévotion pour la Mégamachine et par scientisme ? Qui est prêt aujourd'hui à se passer d'avion, d'Internet, de chimie lourde et d'électricité à volonté, alors qu'il crève les yeux que c'est de notre dépendance à leur égard que le capitalisme tire sa puissance sans limite (ou même : alors qu'il est évident que la vie sur terre s'en trouvera meurtrie pour longtemps, ou qu'elle disparaîtra purement et simplement, si nous n'arrêtons pas dès maintenant le massacre) ? On ne peut pas pester contre la précarité, « la marchandisation du monde », voire l'exigence stupide de croissance illimitée, sans voir que l'activité de recherche est un carburant de tout premier choix dans cette course vers l'abîme. C'est elle qui est à la source de l'automatisation de la production, de l'apparition d'ordinateurs de plus en plus puissants qui permettent de mieux surveiller et contraindre le travail, mais aussi la consommation et la simple circulation dans les lieux publics ; c'est elle aussi qui nous pousse vers des sources d'énergie toujours plus complexes, hors de portée et de contrôle des citoyens dépossédés et impuissants face aux catastrophes inévitables.

On ne peut pas non plus se retrancher derrière l'idéal d'une recherche fondamentale et gratuite (voire « engagée »), qu'on voudrait encore tenir à l'abri des exigences industrielles et mercantiles. Dans les sciences dures, elle n'existe plus, dissoute par le mouvement même des savoirs, initialement séparés de la vie quotidienne et concrète, puis intégrés et phagocytés par la technologie industrielle hors desquels ils sont aujourd'hui informulables. C'est ce qu'admet, pour s'en réjouir, Evelyn Fox Keller, historienne des sciences au MIT de Boston et auteur du *Siècle du gène* (Gallimard, 2003) :

> « Les distinctions entre "pure" et "appliquée", entre "théorique" et "pratique" – des distinctions si basiques à notre vision contemporaine de la physique – doivent aussi disparaître. C'est en grande partie une conséquence de la technologie même qui a permis de recueillir une telle quantité de données. (...) [Elle] qui a ouvert la voie de la biologie théorique a aussi, et simultanément, fait du génie génétique une réalité. (...) Un candidat pour un nouveau cadre théorique (et peut-être le plus prometteur) est suggéré par l'engouement actuel pour la comparaison de l'organisme avec un ordinateur, et celle de la biologie avec une science numérique. Je dis "plus prometteur" à cause des riches outils pratiques que l'informatique nous a donnés pour envisager des systèmes interactifs (...). Alors, allons, et adoptons les termes

et les images de l'informatique pour nous aider à penser les propriétés systémiques des cellules et des organismes (…), il reste à nos ingénieurs à construire un système qui soit à la fois autoconcepteur et autogénérateur, un système que nous aurons envie de qualifier de vivant. »[3]

Dans les sciences humaines, le problème est différent : la recherche « engagée » n'est pas à proprement parler inconcevable ; mais il faut se demander pourquoi de fait elle n'existe plus non plus, et ce qu'elle avait aussi d'insatisfaisant. Le problème n'est pas tant que notre époque est incapable de produire un nouveau Braudel, un nouveau Foucault, ou une nouvelle Hannah Arendt (et il est certes plus urgent de comprendre pourquoi, que de déverser des flots d'argent sur l'université en espérant y voir pousser miraculeusement de nouveaux intellectuels totaux). Le problème principal est que la recherche « désintéressée » ou « engagée » a de plus en plus tendance à jouer un rôle de cache-sexe, de paravent, qui fait perdre de vue les compromissions de la majorité et les dégâts produits par la recherche « appliquée »[4].

> « Avec les techniques actuelles de manipulations génétiques, il est possible de fabriquer des armes biologiques nouvelles avec peu de matériel et pour pas cher. »
>
> Alain Dunand, expert en prospective
> à la Direction générale de l'armement, *Le Monde* du 11 octobre 2002.

Il est tellement urgent (et il aurait été tellement préférable, par le passé) de couper les vivres à certains programmes, qu'il est illusoire et très dangereux de cautionner aujourd'hui une augmentation globale des crédits, dans l'espoir que cela profite à une hypothétique recherche « vertueuse ». Illustration frappante de la force de l'idéologie étatiste et citoyenne de nos jours, il a suffi de prononcer le mot d'ordre de « défense

3. E. F. Keller, « Génome, postgénome, quel avenir pour la biologie ? », in *La Recherche* n°376, juin 2004.
4. « Les mathématiciens répondaient parfois qu'ils détournaient de l'argent des militaires à des fins bénéfiques ou innocentes ou, comme le linguiste Noam Chomsky, que "le Pentagone est une vaste organisation dont la main droite ignore ce que fait la main gauche", ou encore que le Congrès est trop stupide pour financer autrement les mathématiques. Ce type d'argument, qui permet de gagner sur les trois tableaux de la finance, de la vertu et du progrès des lumières, demanderait, me semble-t-il, à être vérifié. » Roger Godement, dans sa posface à *Analyse Mathématique* (éd. Springer-Verlag, 1998), montre de manière très détaillée qu'en effet, les mathématiques « pures » et « appliquées » n'ont jamais reçu autant de crédits de recherche que lors de la Guerre Froide et de la course aux armements…

du service public» pour rassembler l'écrasante majorité des chercheurs autour d'un aéropage crapuleux de porte-parole médiatiques. Comme si la recherche d'État, supposée vierge de compromissions marchandes, fonctionnait différemment du monde de l'entreprise. Claude Allègre nous avait pourtant bien dit que, désormais, les chercheurs pourraient faire du business comme tout le monde sans avoir à raser les murs. Et un Pierre Chambon, médaille d'or du CNRS, directeur de l'Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire de Strasbourg, déclare fièrement au *Monde* qu'*« un laboratoire de recherche est une PME de pointe »* (12 mars 2003). Comme il a raison ! La Science, elle aussi, repose sur une division des tâches poussée à l'extrême, sur la dissociation entre conscience morale et conscience professionnelle, sur les jeux de pouvoirs, etc. Aucun laboratoire n'échappe à ce qu'il faut désormais appeler des relations normales de travail, faites d'individualisme, de compétition acharnée, de productivisme, d'hypocrisie et de jalousies, d'arrivisme...

Le mouvement des chercheurs s'est beaucoup lamenté sur la misère matérielle, parfois réelle (bien qu'il soit évident que ces gens-là vivent sur une planète très particulière, quand on les entend réclamer des fonds pour renouveler toujours plus vite leurs onéreux équipements high-tech). Mais pas un mot sur la misère intellectuelle, quasi-généralisée. Aucune critique sérieuse en vue de la spécialisation, des cloisonnements disciplinaires, de la logique de course à la publication, qui atrophient l'esprit critique et l'imagination. La recherche au quotidien se déroule le plus souvent hors de toute perspective générale, sans même parler d'éventuelles perspectives subversives[5]. Et cela ne semble déranger personne.

Personne (ou presque) n'a évoqué la nécessité de réorienter radicalement ses moyens et ses fins. Pourtant, au moment où les caméras étaient braqués sur « Sauvons la recherche ! », un cancérologue on ne peut moins « contestataire », le professeur Belpomme, publiait un livre dont le diagnostic sur la santé publique met en cause, en profondeur, les orientations scientifiques de ces dernières décennies[6]. Ce livre a d'ailleurs considérablement changé l'atmosphère générale autour de la montée

5. Voir le triste tableau dressé par Carlos Ojeda (Inserm), dans « La recherche vue de l'intérieur », in *L'Ecologiste* n°5, automne 2001.
6. *Ces maladies créées par l'homme. Comment la dégradation de l'environnement met en péril notre santé*, Albin Michel, 2004.

dramatique du nombre de cas de cancers, et il a été suivi d'un *Appel de Paris* contre la pollution chimique, signé par plusieurs scientifiques de renom[7]. Des ponts entre le mouvement des chercheurs et ces préoccupations-là n'ont été jetés que très tardivement, et encore est-ce à l'initiative d'une petite minorité qui voudrait rendre la technoscience citoyenne, comme certains veulent rendre le développement durable.

Personne ne conçoit «l'indépendance scientifique» hors du statut de fonctionnaire d'État, avec ses garanties d'emploi à vie. De la même façon qu'aucun intermittent du spectacle ne dit ouvertement que ses allocations chômage sont un moyen (provisoire et insatisfaisant) d'échapper au salariat et à des activités répugnantes, aucun chercheur ou boursier n'avoue que son statut est un pis-aller, une planque, pour se mettre (très imparfaitement) à l'abri de la machine économique et de la dictature de la rentabilité. Les petits arrangements et compromis(sions) personnels font figure de projet collectif. Les jeunes diplômés continuent de rejoindre en nombre cette grande tribu de la recherche publique qui paraît offrir un refuge contre la déshumanisation affectant le reste de la société. Tout le courage des chercheurs (avec le grand canular de leur démission collective) n'aura consisté qu'à demander la prorogation d'un statut qui les tienne à l'abri des résultats catastrophiques d'une dynamique dont ils sont partie prenante. Non seulement l'argent que leur activité exige repose sur l'exploitation toujours accrue des hommes et de la nature (donc sur la dégradation des conditions d'emploi dans le secteur privé, et des conditions de vie) ; mais les recherches les plus exigeantes en termes de financement sont le plus souvent aussi celles qui contribuent lourdement à rendre cette exploitation et cette dégradation encore plus effrénée.

Personne, enfin, n'a soulevé le problème central sur lequel butent tous les mouvements d'opposition à la logique néolibérale, parce qu'ils ne partent jamais de la vie quotidienne : la société salariale a de plus en plus de mal à nous trouver des occupations rémunératrices pour qu'on puisse aller faire nos courses chez Carrefour et Mango ; et celles qu'elle nous propose, tant bien que mal, sont de plus en plus absurdes, de plus en plus éloignées de la vie concrète et des activités de subsistance, de moins en

7. Pierre Chambon, Yves Coppens, Boris Cyrulnik, Lucien Israël, FrançoisJacob, Albert Jacquard…

moins propices à un contrôle de leurs finalités et de leur fonctionnement par les individus. Dans cette société salariale à bout de souffle, on fait des études, parfois longues, pour produire du vent et de la soumission, comme publicitaire, comme « consultant », comme auditeur en risque environnemental, créateur de logiciel (fût-il libre), ou chercheur en neurosciences... On ne cherche pas à réfléchir sur les conditions dans lesquelles nos vêtements, notre chauffage, nos meubles et nos « loisirs » sont produits, ni à s'efforcer de les changer : on y fait des études économiques sur délocalisations (qui conduisent d'ailleurs à l'idée que le nombre de fermetures d'usine, et leurs conséquences sur les existences individuelles, sont très exagérées, que de nouveaux emplois à plus forte valeur ajoutée viendront bientôt s'y substituer, que tout va bien ou ira mieux très vite, et bla-bla-bla ; en fait, les mêmes balivernes que Ricardo, le père de la science économique, il y a deux siècles). Et on demande à être payé pour toutes les activités qui étaient considérées comme gratuites par le passé.

Cette question du travail, plus que toute autre, est le grand tabou du mouvement des chercheurs, et plus généralement de tous les mouvements sociaux de ces dernières années. Leur point commun est de s'identifier à la société salariale des Trente Glorieuses, et de refuser de penser les conséquences de l'automatisation, des délocalisations de pans entiers de l'industrie, de la destruction des anciens métiers artisanaux. Dans un type de société dont la paysannerie a disparu depuis plusieurs décennies, dont les ouvriers connaissent un déclin numérique sensible après avoir disparu comme classe, il paraît naturel à tout le monde qu'une proportion croissante de la population soit payée à produire de la « culture » et de la « connaissance », séparément de toutes les activités traditionnelles de subsistance (faire pousser du blé et des légumes, construire des maisons, se défendre contre les intempéries, tisser des vêtements, etc.)[8]. Le fait que ces activités soient prises en charge par l'industrie, l'État et la science, ne choque plus personne, faute d'être simplement perçu.

8. *Cf.* par exemple l'*« Appel contre la guerre à l'intelligence »*, lancé en février 2004 dans *les Inrockuptibles*. Le lecteur normalement constitué des Inrocks part du présupposé que les scientifiques, comme les artistes, seraient producteurs d'une richesse sociale non immédiatement rentable, dont il serait urgent d'obtenir la reconnaissance par l'État-garant-de-l'intérêt-général, pour la soustraire à la condamnable logique financière de profit à court terme.

On se dissimule autant que possible l'absurdité d'une dynamique économique qui destine à court terme la France, et une bonne partie de l'Europe, à devenir de vastes musées, dont les industries les plus vivaces seront le tourisme, la publicité et la recherche de pointe (celle-ci ayant pour fonction de nourrir et accélérer cette dynamique absurde). On ne veut pas s'avouer que le problème principal auquel les gestionnaires comme les contestataires de la société informatique sont confrontés est celui de la fin du travail dans une société de travailleurs, selon l'expression de Hannah Arendt[9] : c'est-à-dire la suppression d'une très grande partie des tâches liées à la production matérielle des moyens de subsistance et du cadre de vie ; suppression qui implique la nécessité de transformer en travail toutes sortes d'activités de service, auparavant soustraites à la sphère bureaucratico-marchande... ou tout simplement inexistantes (et inimaginables) à des époques où la vie était moins socialisée et moins assistée par la technologie. Au lieu d'affronter cette dure réalité, les mouvements sociaux se proposent le plus souvent d'aider les gouvernants à trouver des palliatifs à cette crise structurelle et sans issue de la société salariale. Notamment en encourageant la création de nouvelles sortes d'emplois, et en se gargarisant de cette « économie de la connaissance » où nous sommes effectivement entrés, dépossédés de tout.

Dans les réunions des états généraux de la recherche, on entend ainsi des hurluberlus demander au gouvernement de s'engager à embaucher 7 % de chercheurs en plus chaque année. Bien sûr, ce type de revendication ne cache pas seulement une inconscience profonde de la dynamique capitaliste dans laquelle nous sommes pris, et un refus de critiquer la place du travail à l'époque moderne. Elle est aussi porteuse d'une certaine idée de la vie et de la société, d'une conception où les améliorations de celles-ci ne peuvent venir principalement que de la science et de la technologie. Il n'y a d'ailleurs pas besoin de chercher beaucoup plus loin les raisons profondes de la popularité du mouvement des chercheurs, dans l'opinion publique : le fait est que cette conception est aujourd'hui partagée, consciemment ou non, par la majorité de la population, au-delà

9 *Cf.* le prologue de *Condition de l'homme moderne.*

des angoisses manifestées occasionnellement devant certains « accidents » qui ont terni l'image de la science. Tout le monde n'est pas sensible à l'argument de la compétitivité (*« il faut absolument rattraper les Américains »*), mais tout le monde, par contre, a intériorisé l'idée que la vie serait globalement meilleure qu'aux époques antérieures grâce au progrès techno-scientifique. Et à l'heure du discrédit total de l'action politique, un monde meilleur demain (ou simplement : un monde qui reste vivable) ne semble pouvoir résulter que des « avancées » des démiurges en blouse blanche, dans leurs laboratoires connectés-en-réseau-pour-permettre-un-meilleur-partage-des-connaissances ; avancées que les sociologues se chargeront d'expliquer à la société civile dans les forums hybrides, et dont la contribution à la croissance sera évaluée par les modèles complexes des économistes, etc.

« Est-ce qu'on va pouvoir vivre en 2050 si on n'a pas la maîtrise, par les transferts de gènes, des végétaux et des animaux ? », se demande gravement Louis-Marie Houdebine, directeur de recherche INRA, spécialisé en « OGM-animaux » (*cf. Quo*, juin 1998). Notre malheur est qu'il est chaque jour plus difficile de se moquer de ce genre de prétention grotesque à la maîtrise toute-puissante du vivant. Non pas qu'elle ait demain plus de chances d'aboutir qu'aujourd'hui. Mais le fait est que la dépendance des humains vis-à-vis d'une machinerie ultrasophistiquée ne cesse de s'approfondir. Quand la fertilité par les moyens « naturels » est en chute libre, du fait de la toxicité de nos conditions de vie, les croisés de la technoscience ne peuvent que se frotter les mains, puisque la simple reproduction des familles et de la société risque de dépendre de plus en plus d'eux, et de leurs « innovations » plus ou moins terrifiantes. Il faudra malgré tout garder le courage de s'opposer à leurs mystifications, et continuer à se battre pour une vie autonome vis-à-vis de leurs prothèses et de leur expertise. Nous non plus, nous n'avalerons pas n'importe quoi.

Telles sont les raisons qui nous ont conduits à faire savoir aux chercheurs tout le mal que nous pensons d'eux, tant il est vrai que la surenchère technologique à laquelle ils participent activement condamne à plus ou moins long terme la simple survie de l'humanité. Il faut le dire et le répéter, afin que devienne patent pour l'ensemble de la population ce

que beaucoup sentent déjà confusément. Et une manœuvre gouvernementale grossièrement déguisée en mouvement social ne pourra l'éluder : pour sauvegarder l'avenir de la planète, notre santé, et prévenir de nouveaux conflits, sans même parler de vivre dans une société libre, il faut stopper tout de suite le délire scientiste et commencer enfin à se réapproprier notre monde.

Octobre 2004

Coordination Nationale de Répression du Scientisme (CNRS)

Des crédits, pour quoi faire ?

Le mouvement « Sauvons la recherche ! » s'est constitué en réaction au projet gouvernemental de restriction budgétaire. Cette mobilisation, à très haute visibilité médiatique, véhicule un discours scientiste que nous devons réfuter d'urgence.

L'argumentation de la pétition « *Sauvons la recherche !* » soutient que la baisse des crédits alloués à la recherche pénalise la compétitivité de la France, qui s'expose de cette façon au risque d'une « fuite des cerveaux » – anomalie anatomique pour le moins préoccupante. La coupe budgétaire serait également défavorable au « rayonnement culturel de la France » ; enfin, la science ne doit en aucun cas être limitée à sa rentabilité économique car elle est utile à la société. Sans recherche, nous apprend-on, pas de téléphonie mobile. Pas de cristaux liquides.

Dénonçons dès à présent le cynisme de cette conception utilitariste de la science, qui cherche à impliquer, sinon émouvoir, la masse des contribuables non-spécialistes. La conception – du reste erronée – d'une science neutre, motivée par la saine curiosité intellectuelle et la passion de la découverte, a dorénavant cédé le pas à une argumentation qui, malgré son cynisme, a le mérite de révéler le vrai visage de la science moderne, liée par des liens organiques à la société industrielle qu'elle alimente *en progrès* (dans un premier temps militaires, mais néanmoins aisément *gadgétifiables*). Nous dénonçons donc la recherche actuelle car ses objectifs, ses contenus, ses outils, la manière dont sont sélectionnés les chercheurs ne font que répondre point par point aux besoins de la société industrielle.

Les applications industrielles de la recherche scientifique ont permis un développement considérable des forces productives ainsi que la rationalisation de la société. Dans le même temps, les désastres écologiques et la décomposition sociale, qui en sont les conséquences inévitables, génèrent une demande sociale de protection de l'environnement, de gestion des risques, de thérapies pour maladies nouvelles et de psychotropes destinés à soulager les souffrances de l'humanité face à sa déshumanisation organisée. De la dextre, la recherche fournit bienveillamment les palliatifs dérisoires au désastre qu'elle orchestre de la senestre. Il est donc juste de dire, à l'instar de ses défenseurs, que la recherche scientifique n'est pas seulement utile du strict point de vue de la croissance économique et qu'elle n'est pas réductible à un investissement rentable. Elle est la clé de voûte et la justification centrale d'une société qui ne peut plus se fonder que sur l'illusion d'une amélioration constante des conditions de vie. Tant que l'espérance de vie (médicalement assistée) augmente, qui donc oserait protester ?

C'est pour cette raison que nous condamnons la recherche. Pour sa contribution au progrès et pour toutes les découvertes qui font désormais partie de notre vie quotidienne : centrales nucléaires et téléphones portables, industrie agroalimentaire, pesticides, voitures, TGV, tapis roulants, silicone…

Les découvertes scientifiques sont essentielles tant à la création technique de produits, souvent nuisibles, dont l'utilité sociale n'a jamais été mise en question (et encore moins décidée démocratiquement) qu'à la satisfaction de nouveaux besoins que cette production fait naître. Le tout a lieu dans une surenchère technologique où l'humanité est à tous les coups perdante – parce qu'elle est devenue l'ennemi. Quand elle est dépourvue d'applications pratiques, la recherche sert, via une présence médiatique, à rehausser le blason des chercheurs.

Découverte spatiale et préhistoire représentent, au même titre que les maladies orphelines, les chevaux de Troie par lesquels la société industrielle extorque littéralement l'adhésion des individus à la nécessité de la recherche.

Il est plus qu'urgent, aujourd'hui, de démystifier la recherche. *« L'image du scientifique prenant un plaisir fou à son activité quotidienne en quête de la vérité est stupide »* (Roger Belbéoch). En pratique, l'activité du chercheur est ultraspécialisée ; elle consiste, dans une large part, à piller les résultats de ses confrères (et de ses thésards, s'il en dirige), à chercher des crédits, à produire du résultat et de la publication. Tout cela relève davantage de l'absurdité bureaucratique que de la passion pour le bien-être de l'humanité.

Dans ce contexte, le mouvement de défense actuel est coupable d'opacifier les tenants et les aboutissants de la recherche, de son rôle dans une société qu'elle a contribué à rendre si moderne. La recherche scientifique a aujourd'hui le cynisme de se présenter comme une espèce en voie d'extinction aux côtés de celles qu'elle a activement contribué à faire disparaître.

Les êtres humains sont en réalité confrontés à un phénomène de dépossession très avancé en ce qui concerne connaissances empiriques et savoir-faire pratiques, ainsi qu'à une dégénérescence physique prononcée (obésité, maladies cardio-vasculaires, cancers) et à la mise en place d'un environnement pathogène durable (radioactivité, pollution de l'eau, etc.).

Face à cette situation dont ils sont *coupables car responsables*, les scientifiques jouent aux Eichmann et profèrent des énormités.

En synthèse, nous affirmons :

– que la seule manière dont le progrès scientifique peut régler les problèmes existants est d'en créer de nouveaux, dans une fuite en avant constante ;

– qu'aucun problème social ne pourra être résolu techniquement, mais qu'il requiert au contraire la libre discussion, entre êtres humains, de leurs besoins et des moyens de les satisfaire collectivement ;
– que les chercheurs sont tout sauf neutres, que leurs actes ont des conséquences considérables sur l'environnement social et naturel et que nous sommes en droit d'en évaluer le bénéfice éventuel ;
– qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre les financements publics et privés ; seul compte l'objectif du projet de recherche ;
– que la recherche fondamentale et la recherche appliquée ont une part égale de responsabilité, car elles remplissent des fonctions également utiles.

Aux chercheurs et aux universitaires qui ne désirent produire ni application industrielle, ni contrôle social, ni justification idéologique à l'ordre des choses, ils nous faut demander s'ils pensent en toute bonne foi partager les mêmes intérêts que les nucléaristes et autres généticiens et s'ils pensent bénéficier des conditions de travail nécessaires à la production d'un savoir indépendant. Si cela n'était pas le cas, nous les incitons à déserter au plus vite l'université ou le CNRS, en dehors desquels ils pourront espérer penser librement.

Nous appelons tous les chercheurs en sciences sociales, sciences dures et sciences humaines qui partagent ces points de vue à combattre les comités « Sauvons la recherche ! » et à unir leurs forces dans un *comité de promotion du sabotage et de répression du scientisme* ayant pour charge de :
– dénoncer la responsabilité de la recherche scientifique dans la dévastation du monde ;
– dénoncer les sciences sociales, productrices d'idéologie (économie), et de contrôle social (sociologie) ;
– combattre le scientisme, le progressisme et l'étatisme jusqu'à leur discrédit total dans l'espoir de fonder une connaissance libre et émancipatrice, totalement impossible à l'intérieur d'une organisation sociale sans autre fin que la surenchère technologique.

Comité de libération des intellectuels non gouvernementaux

Contact : C.L.I.N.G.
13, rue Léon Giraud
75019 Paris

Le péril jeunes chercheurs

Départ des ministres à la pause, ou comment être productif en un temps plus que restreint.

Henri Audier : présentation de l'argumentaire général sur le statut de la recherche publique en France, à l'attention de «Messieurs les Ministres qui êtes déjà partis». Les EG ne seront pas un rapport parmi les autres mais celui, le seul, émanent démocratiquement de la communauté scientifique [idée récurrente dans les 2 jours]. Le colloque de Caen a été suivi d'effets car la recherche a été soutenue pendant la période gaulliste : effort financier et actions concertées, d'où impulsions thématiques d'avenir (bio, SHS).

[interlude où des braillards ouvertement anarchistes se réclamant d'une incertaine «Coordination Nationale de Répression du Scientisme» (CNRS) (mais signant «Association contre le nucléaire et son monde») lancent des boules puantes, nous traitent de social-traîtres, insultent Trautmann et l'ensemble de l'assemblée, refusent de parler à la tribune à l'invitation de Trautmann, finissent par y lire un bout de leur tract, et finalement se font sortir par des chercheurs, sans intervention des vigiles, arrivés trop tard. Ou comment fédérer d'un coup toute l'assemblée… Wollmann salue leur courage d'avoir attendu le départ des ministres pour faire un éclat]

[Commentaire sur le commentaire : certains des «intervenants» sont bien connus à Grenoble, ville qui a une assez longue tradition en la matière. Le texte du tract qui a été jeté dans l'assemblée est reproduit ici : [suit une adresse internet. n.d.CNRS].
[Commentaire sur le commentaire sur le commentaire : reprise de la séance à 11h11]

Ce document est un extrait du compte-rendu[1] des états généraux écrit par un «jeune chercheur» que l'unanimité soudaine des chercheurs n'a pas troublé outre mesure. Ce même jeune chercheur remarquera ensuite avec une ingénuité désarmante[2] : «Le débat s'achève avec pas mal de mécontentements car trop d'interventions sont refusées à ce moment : cela va être une constante des Assises. On n'a pas assez de temps pour que chacun fasse une intervention et les débats sont juste des prises de parole, pas forcément significatives en plus.»

1. Ce texte se lit de la manière suivante : le corps de texte correspond au compte-rendu, le texte entre crochets se réfère aux commentaires personnels du rédacteur. Le texte est disponible sur le site http//etats-généraux.jeunes-chercheurs.org/, où il est par ailleurs mentionné : *«Vous pouvez signer sur le site une demande symbolique d'émigration en vous déclarant "contraints et forcés" par la situation actuelle.»*

2. À propos du «Rapport sur Sciences et société» de Pierre-Henri Gouyon, que le jeune chercheur trouve «très bien, très clair, solide.»

La lucidité intéressée de Christophe Bonneuil

La dernière fois [qu'il y a eu une mobilisation] c'était à la fin des années 1970 et le mouvement s'est clôturé avec les états généraux de la recherche de Chevènement en 1982. J'emploie le terme de clôture car il y avait depuis 68 un engagement très fort dans le milieu scientifique, en rupture avec l'engagement de l'après-guerre, où le scientifique avait un poids politique parce qu'il parlait au nom d'un rapport privilégié avec la vérité : la science était neutre en soi, et pour cette raison faisait autorité. L'après 68 est caractérisé par le fait que les chercheurs politisaient eux-mêmes leurs savoirs en se faisant contre-experts. On peut citer le groupe scientifique d'information sur l'énergie nucléaire, le groupe d'information sur les prisons autour de Foucault. Il y a eu un travail de critique de la fonction sociale de la science à l'intérieur même du monde des chercheurs qui était en phase avec des mouvements de contestation écolo, anti-nucléaire et sociale de cette époque-là. Le colloque de 82 y a mis fin : on a donné des postes statutaires aux chercheurs, on a augmenté les budgets de la recherche par une politique assez volontariste, on a créé des politiques de vulgarisation extrêmement soutenues avec ses temples comme La Villette, des fêtes de la science… Mais en même temps les scientifiques ont été renvoyés dans leur laboratoire et ont cessé d'interagir avec d'autres secteurs de la société alors en lutte.

Ma crainte, c'est que la mobilisation de 2004 ne se termine par une fermeture analogue autour d'un discours récusant toute forme de pilotage – par le marché, par l'État, ou par la demande sociétale non marchande – au profit de la défense d'une science fondamentale, pure, autonome, autorégulée par des pairs compétents qui se partagent un gâteau. Cela serait un repli par rapport à toutes les interrogations de ces dernières années sur la participation publique aux choix technologiques, autour de l'expérimentation de dispositifs du type conférence de citoyens, ou autour des mouvements de malades du sida.

Isabelle Sommier, Christophe Bonneuil, Corinne Boujot,
« Sciences engagées ? » Table ronde coordonnée par Marc Robert,
in *EcoRev', revue critique d'écologie politique*, n°18, automne 2004.

Bonneuil oublie de s'interroger sur la différence de poids entre notre époque et les années 70, c'est-à-dire l'absence totale de frange critique dans la recherche. Et s'il déplore la « fermeture » que constituent les états généraux, il omet de dire qu'elle se situe un cran au-dessus de ce qui se passait trente ans plus tôt. En fait, ce qu'il craint, ce n'est pas que les méthodes et les buts de la science échappent au contrôle des individus, mais que cette dépossession ne soit pas inscrite dans les institutions. On peut deviner la fonction d'expert qu'il pourrait remplir si cette institutionalisation avait lieu. Quant à nous, nous resterons vigilants pour que les concepts de « participation publique aux choix technologiques » et de « pilotage par la demande » soient appelés par leurs noms : la cogestion de la catastrophe et la neutralisation de la question sociale.

Le Monde, samedi 30 octobre 2004

Réunis en états généraux à Grenoble, les scientifiques débattent pendant deux jours, avec passion, de leurs propositions de réforme.

La parole aux chercheurs

Grenoble
de notre envoyé spécial

Ovations, huées, rires, prises de micro… Les mauvais traitements infligés à la recherche scientifique avaient libéré, à l'hiver et au printemps, la colère des « blouses blanches ». Les états généraux de la recherche, jeudi 28 et vendredi 29 octobre à Grenoble, ont libéré [*sic*] leur parole.

Entre brain-storming et happening, les 850 délégués présents, représentants une trentaine de comités locaux, ont donné de la science une image tout sauf figée. Y compris lorsqu'une poignée d'agitateurs, dénonçant la « servitude » du milieu de l'argent et de la technocratie, est venue semer la confusion dans l'assemblée. *« Tant que vous vous contenterez de demander de l'argent, sans vous interroger sur vos recherches, vous participerez à l'assujettissement des hommes et des femmes »*, ont lancé les perturbateurs en jetant des tracts dans les travées, à grand renfort de coups de sifflet. *« Dehors ! »* a répondu la salle, en leur accordant un bref temps de parole, avant de les expulser *manu militari*.

François d'Aubert et François Fillon, qui ouvraient ces assises, ont été épargnés par les trublions. Mais ils ont subi, l'un et l'autre, les humeurs de l'assistance. Le ministre délégué à la Recherche a essuyé des quolibets, quand il a affirmé que *« la réforme, c'est la communauté de la recherche qui la demande »*. Il s'est attiré des applaudissements, en promettant *« des simplifications administratives et comptables »*. Et a déclenché une franche rigolade lorsqu'il a conclu : *« Faites-nous confiance ! »*. [...]

Pierre Le Hir

Dauphiné Libéré, 28/10/04

Boules puantes et accusation

Quelques boules puantes, des tracts et une accusation : *«Vous participez à la construction d'armes de destruction massive».* Echauffourée. Une quinzaine de manifestants dans l'amphi. Deux ou trois sur la tribune... *«Vous avez attendu que les ministres soient partis pour intervenir. Je salue votre courage!»*, ironise Alain Trautmann, leader de «Sauvons la Recherche». Il proposera aux manifestants – qui venaient de reprocher aux chercheurs d'avoir choisi le camp de l'État et de l'Industrie : *« En serviteurs loyaux, ils s'emploient à renforcer la domination et notre dépendance à son égard»* – une salle pour qu'ils puissent rencontrer qui voudrait les rencontrer. De quoi décrocher le prix de la démocratie. À moins que ce ne soit celui de l'habileté. Les manifestants, dont l'argumentaire est assez court et dont la cause reste plutôt obscure (veulent-ils que les chercheurs disparaissent du paysage social ?), n'ont pas dit oui. Ils ont fini par se faire sortir par les chercheurs eux-mêmes, les vigiles d'Alpes-Congrès n'ayant fait leur apparition qu'à la toute fin de l'acte. Quant à la police, en civil ou en uniforme (stationnée à l'extérieur), elle ne s'est pas mêlée de cela. Il est vrai que son intervention ne s'imposait pas. Ensuite, l'intervenant qui avait été interrompu a simplement lancé : *«Quand les Chinois ont inventé le bronze, ils ont d'abord fait des armes. Puis des outils pour creuser des canaux. Il y a les progrès de la science et leurs utilisations.»* Les chercheurs, hier, ont obstinément affirmé que leur propos était de faire progresser les connaissances. Leur utilisation est le problème de la société entière. Celui de la tranquilité des débats sera aujourd'hui à nouveau celui de la police. L'une des organisatrices des Assises a informé que la venue de Nicolas Sarkozy avait pour conséquence «une sécurité maximum».

Le Figaro, vendredi 29/10/04

Recherche : Un millier de scientifiques et deux ministres débattent à Grenoble
«Brainstorming» des chercheurs autour de leurs idées de réforme

Les états généraux de la recherche, décidés dans la foulée du mouvement de protestation des chercheurs de l'hiver dernier, se sont ouverts hier à Grenoble, avec l'intervention des ministres de l'Education nationale et de la Recherche, François Fillon et François d'Aubert

Grenoble : de notre envoyé spécial
Yves Misery

Le programme des états généraux de la recherche, qui ont débuté hier à Grenoble et devaient se terminer aujourd'hui, est dense. Ceux qui pouvaient craindre l'indigestion ont été rassurés. La présentation et les commentaires suscités par les 70 pages des «Propositions pour améliorer le système de recherche français» donnent lieu à un débat animé et ouvert. Le texte qui devrait être remis le 9 novembre au gouvernement continue de se réécrire au fur et à mesure des interventions. La rédaction des propositions du CIP (Comité d'iniiatives et de propositions), créé en mars pour mettre fin à la crise sans précédent et accueillant notamment des représentants du mouvement «Sauvons la recherche !», est assurément une entreprise peu ordinaire. *«Un exemple unique dans l'histoire du corporatisme»*, glisse avec humour un représentant des Cloegs (Comité locaux des états généraux). Pendant près de quatre mois, une poignée de rédacteurs appartenant pour moitié au CIP et aux Cloeg ont rassemblé les propositions pour écrire et réécrire leur texte. À entendre les commentaires dans les travées de l'amphithéâtre d'Alpexpo, ce travail n'aura pas été inutile. Le document aujourd'hui est devenu plus lisible que les versions précédentes. En ouvrant les états généraux, le ministre délégué à la Recherche a fait part de son intérêt pour les propositions du CIP. Il a néanmoins tenu à préciser qu'il examinerait avec attention la vingtaine d'autres propositions, *«en tenant compte de leur pertinence et de leur représentativité»*. Il a annoncé également qu'à la fin de l'année, il soumettrait aux chercheurs une première version du texte de loi et d'orientation de la recherche. Un texte finalisé sera transmis aux instances au début de l'année 2005 et devrait être ensuite présenté au Conseil des ministres au printemps. *«Vous appelez un changement. Nous avons pris au mot cette demande»*, a assuré François d'Aubert.

Après avoir lui aussi déploré le déclin de la recherche française, le ministre de l'Education, François Fillon, s'est montré encore plus déterminé et précis que son prédécesseur à la tribune. *«Nous ne disposons pas, en nombre suffisant, de*

structures d'enseignement supérieur et de recherche dotées d'une masse critique internationale», a-t-il affirmé. C'est pourquoi il s'est félicité de la prise de position récente des présidents d'université en faveur de la création de pôles d'excellence, des propos qui ont suscité des huées dans la salle. «Il faut offrir aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche implantés sur une même zone géographique une nouvelle organisation», a-t-il néanmoins ajouté.

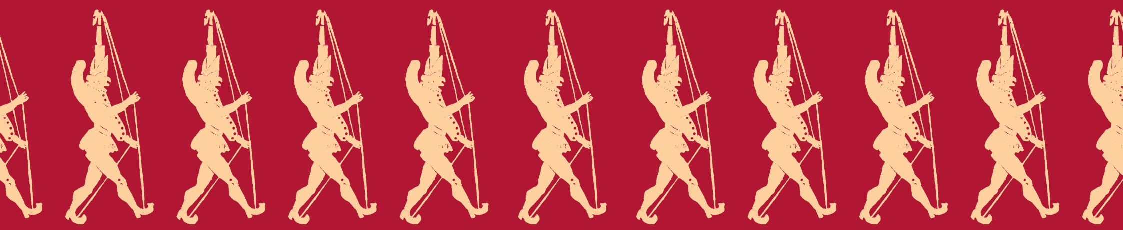
Concernant l'évaluation de la recherche, un des points noirs de la science française puisque dans certains organismes une partie des évaluateurs sont élus par les chercheurs eux-mêmes ou recrutés parmi les mandarins, François Fillon s'est montré particulièrement mordant. *«Ce qui me frappe, c'est ce paradoxe : alors que, en France, le secteur de la recherche est l'un des plus constamment évalués, notre système d'évaluation manque de lisibilité et de transparence. Lorsque je demande que l'on me décrive clairement le système, personne n'a jusque-là été capable de le faire en moins de cinquante pages. Déjà peu compréhensible par les Français, cette organisation est illisible au plan international.»*

Peu après le départ des ministres, la salle a été envahie par une poignée de jeunes gens qui ont interrompu l'intervention d'Henri Audier, membre du Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS) et du CIP. Poussant des cris et armés de sifflets de gendarmes, deux représentants de cette Coordination nationale de répression du Scientisme (CNRS) ont lu leur tract au micro avant d'être poussés dehors *manu militari* sous les huées du millier de chercheurs présents. Lors du débat consacré au rapport entre la science et la société qui a suivi cet incident, un membre d'Act Up, membre du TRT5[1] a regretté qu'Alain Trautmann, porte-parole de «Sauvons la recherche !», ait agi de la sorte. Il a révélé à cette occasion que, au printemps, ce dernier avait sollicité Act Up pour des conseils dans la scénographie des manifestions que les chercheurs organisaient au printemps, et qu'il aurait pu se montrer plus indulgent.

Les personnes présentes ont eu aussi droit à une intervention de Claude Cohen-Tannoudji. Dès le début, le prix Nobel de physique 1997 a irrité les chercheurs en expliquant ses recherches sur le laser. *«On pourra bientôt piéger les atomes un par un comme des œufs dans une boîte à œufs»*, expliquait-il, imperturbable. Mais, pour finir, certaines des propositions de réforme – telle qu'un projet «carte blanche pour la recherche fondamentale» — qu'il faisait défiler tranquillement sur son écran suscitaient l'acclamation du public. La réforme avait pris tout à coup une autre tournure.

1 Le TRT5 est un groupement d'associations de malades qui participe, avec l'Agence nationale de recherche contre le sida, à l'élaboration des protocoles d'essai de médicaments.

DROIT à la PARESSE pour les CHERCHEURS !



Paris, hiver 2004-2005

CNRS
(Coordination Nationale de Répression du Scientisme)
C/o ACNM, B.P. 178, 75967 Paris cedex 20